



## **Préavis de grève CGT et SUD des 20, 22, 27 et 29 juin 2024**

### **PRENONS COLLECTIVEMENT CONSCIENCE DE LA SITUATION**

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Les politiques qui tournent le dos au social et qui créent du déclassement, l'abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force malgré la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité.

**Il faut un sursaut démocratique et social. A défaut, l'extrême droite arrivera au pouvoir.**

Dans ce contexte les syndicats CGT et SUD ont réagi en déposant un préavis de grève pour les 20, 22, 27 et 29 juin 2024. La direction est-elle vraiment consciente de la situation ? Elle est en tout cas venue les mains vides comme seule réponse aux nombreuses exigences des salarié-es alors que dans le même temps elle conclut de mirobolants contrats avec la production privée.

#### **« Augmentation immédiate des salaires avec indexation sur les prix »**

La direction ne prévoit aucune enveloppe supplémentaire, elle attend les derniers arbitrages dans le cadre des PARSI et argue de l'incertitude du moment qui pèse à la fois sur le financement et la pérennité de l'entreprise.

Elle oublie soigneusement d'évoquer les accords conclus avec les syndicats de producteurs privés signés les 17 mai et 17 juin. France Télévisions va donc poursuivre son biberonnage historique en donnant 500 millions d'euros chaque année pendant 5 ans ! La direction a donc des priorités mais ce n'est pas la rémunération des salarié-es.

#### **« Mesures concrètes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes »**

La direction renvoie sur l'accord égalité professionnelle qui vient d'être prorogé de 2 ans.

Nous pourrions nous en féliciter si la direction respectait sa signature. Dernier exemple en date : l'aménagement unilatéral de la composition des comités salaires dans la plus totale opacité et déloyauté, arguant que le texte n'était pas clair.

## **« Le financement des objectifs d'antenne (y compris les législatives) sans empiéter sur les autres activités et en préservant les conditions de travail des salarié·es »**

La direction explique que tout se fera à moyens constants, il faudra donc faire des économies au 2nd semestre. Nous avons surtout le sentiment qu'elle n'a aucune conscience de la charge de travail que va induire cette campagne express avant le tunnel des JO. Pour la CGT et SUD il est hors de question d'accepter un nouveau tour de vis à la rentrée. La révision de la voilure du projet Tempo, non financé, est une nécessité.

## **« Des créations de postes sur de nouvelles missions afin de lutter efficacement contre les fake news et pour répondre massivement présent sur le numérique, les plateformes et les réseaux sociaux »**

La direction est persuadée qu'on peut se débrouiller avec l'existant donc sans création de postes. La PDG a annoncé une nouvelle organisation du numérique pour la fin de l'année.

Le renforcement du numérique est claironné depuis des années par la direction. Pour quel résultat ? Concrètement aucun, les services web régionaux sont toujours à l'os. Il est vrai que pour la PDG le renforcement passe par des fusions...

## **« Retour à la retraite à 60 ans et départs anticipés pour les métiers pénibles »**

La direction souhaite négocier un accord sur les fins de carrière. Annoncé depuis 1 an, il était prévu fin 2024. Aujourd'hui tout est remis en question.

Surtout, la direction attendra sagement la publication de l'intégralité des décrets qui pourraient être pris sur le sujet, pour ne surtout pas être mieux-disante que la loi. Autant dire que la perspective d'un accord s'éloigne donc encore un peu plus.

En conséquence, les syndicats CGT et SUD appellent tous les salarié·es de France Télévisions à cesser le travail les 20, 22, 27 et 29 juin 2024, à partir de 00h et pour une durée de 24h pour chacune de ces 4 journées de mobilisation, et à rejoindre toutes les manifestations, rassemblements et actions organisées partout sur le territoire le 20 juin 2024. Ces journées, soulignons-le, ne sont pas des jours de débats sur nos antennes, débats essentiels dans ce contexte.

- **RDV du 20 juin à Paris :  
14H - Cinémathèque de Bercy – Métro Bercy Lignes 6 et 12**

**Pour les droits sociaux des citoyens, le respect de notre démocratie et la restauration de la justice sociale, nous appelons les salarié·es à ne pas donner une seule voix à l'extrême droite lors des élections législatives et à voter pour celles et ceux qui portent des mesures de progrès social.**

Paris, le 19 juin 2024